

Convention collective

IDCC : 2266. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(MAYENNE)**

(11 janvier 1993)

(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)

(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

**AVENANT DU 12 JUIN 2008
À L'ANNEXE « SALAIRES » A2-9**

NOR : *ASET0850838M*

IDCC : 2266

Entre :

L'UIMM Mayenne,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne :

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

A compter du 1^{er} juillet 2008, pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A-16) et aux indemnités de panier et de casse-croûte (art. A-20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à 4,40 €, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Article 2

Rémunérations minimales annuelles garanties

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A-14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne, sont fixées, à compter de l'année 2008, selon le barème suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	15 700
	2	145	15 707
	3	155	15 741
II	1	170	15 749
	2	180	15 755
	3	190	15 769
III	1	215	15 780
	2	225	15 811
	3	240	16 490
IV	1	255	17 263
	2	270	17 994
	3	285	18 540
V	1	305	19 735
	2	335	21 733
	3	365	24 308
	4	395	26 523

Article 3

Publicité de l'accord

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 2231-1 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Laval, le 12 juin 2008.

(Suivent les signatures.)